

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 25 (1945)
Heft: 1

Buchbesprechung: Einzelbesprechungen = Comptes rendus

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

querte, ausgeführt wurden. Es bringt aber darüber hinaus mancherlei Erörterungen über die Entwicklung der Stadt Neuenburg, die von guten Plänen und Abbildungsmaterial begleitet sind. So ist ein ansehnlicher Beitrag zur Geschichte der Stadt Neuenburg zustande gekommen.

Schließlich sei in diesem Zusammenhang auch noch auf den Untergang eines Stückes besonders bezeichnender städtischer Geschichte in der Schweiz verwiesen, einen fast restlosen Untergang, wie ihn die Schweiz glücklicherweise sonst noch nirgends erlebt hat. Ich meine die Vernichtung der geschlossenen Abteilung über Schaffhauser Kunst von der Mitte des 15. bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts im Museum Allerheiligen bei dem Luftangriff vom letzten Frühjahr. Diese Sammlung verkörperte neben dem Baubestand der Stadt vier Jahrhunderte einer eigenartigen städtischen Kultur mit dem Schwergewicht am Ausgange des Mittelalters und zu Beginn der Neuzeit. Es war eine für eine kleinere Stadt selten vollständige und gewichtige Sammlung, vor der man im Allerheiligen-Museum immer einen besondern Halt machte. Von ihren 79 Bildern sind bekanntlich nur zwei übrig geblieben. Von den zerstörten hat man nur von einem Teil doch noch Photographien. Daß wenigstens das überhaupt noch Vorhandene in einem schönen Bande zusammengefaßt worden ist, scheint sehr verdienstlich⁵. So wird die Nachwelt sich immer noch ein Bild von der Schaffhauser Kunstleistung vergangener Jahrhunderte machen können, während für manche bedeutende Kunst- und Kulturstätte Europas ja auch das nicht mehr gilt.

A a r a u.

H e k t o r A m m a n n.

Einzelbesprechungen. — Comptes rendus.

EDMOND ROSSIER: *Au cours des siècles. Portraits de souverains*, Lausanne, Payot, 1944. Un volume in-16^o de 245 pages.

Le livre que M. Edmond Rossier, professeur d'histoire diplomatique à l'Université de Lausanne, vient de publier sous le titre qu'on lit ci-dessus, pose un problème essentiel en histoire. Quelle est, dans la marche des événements, la part des personnalités? Peut-on caractériser une époque par le nom du souverain qui paraît la dominer de son génie? Quelle que soit la réponse qu'on donnera à ces questions, l'historien trouvera toujours profit à étudier les grandes figures, à sonder les intelligences et les cœurs des maîtres du monde.

M. Rossier s'attache à décrire les règnes de quelques-uns de ces maîtres du monde: Auguste, Constantin, Charlemagne, Frédéric II de Hohenstaufen, Charles-Quint, Cromwell, Napoléon et, enfin, Edouard VII. Le

⁵ Neuchâtel et le Seyon. Neuchâtel 1943, Editions de la Baconnière.

⁶ Zerstörter Schaffhauser Kunstbesitz. Aus dem Museum zu Allerheiligen. Hg. vom Kunstverein Schaffhausen und der Vereinigung Schaffhauser Kunstfreunde. Text von Max Bendel. Zürich 1944, Atlantis Verlag.

lecteur désireux de faire rapidement connaissance avec ces souverains aura du plaisir à parcourir, sous la conduite de M. Rossier, cette galerie de portraits. Et l'historien, je pense, s'arrêtera plus longuement devant les portraits de Frédéric et de Cromwell qui cachent beaucoup de mystère, qui proposent beaucoup de difficultés. M. Rossier montre dans Frédéric un homme égaré dans son siècle, un souverain « moderne » qui, dans l'Europe médiévale et sacrale, s'efforce d'établir une autorité laïque universelle. Cette attitude de Frédéric s'explique sans doute par son origine sicilienne et normande (par sa mère), par son enfance et son adolescence vécues à Palerme où, depuis un siècle, un Etat prospérait, qui comprenait des Latins, des Grecs, des Juifs et des Musulmans.

Le livre de M. Rossier se termine par un chapitre consacré à Edouard VII. Le rapprochement du roi constitutionnel et bourgeois avec les capitaines et les despotes décrits précédemment peut étonner au premier abord. En réalité, ce rapprochement est riche d'enseignements, et on trouve beaucoup d'intérêt à considérer la manière délicate et intelligente employée par le roi d'Angleterre pour pousser son influence. Et on constate, non sans satisfaction, que l'influence d'un homme ne se mesure pas nécessairement à l'espace conquis, au sang versé, aux peuples subjugués.

Genève.

Paul Rousset.

H. MARMIER, *La Paroisse d'après le Droit Canon*, Imprimerie St-Paul, Fribourg, 1944. 150 p. in-8°.

Le mérite de l'auteur est d'avoir dit l'essentiel sur la Paroisse, tant au point de vue historique que juridique et pratique. Nous nous bornerons à analyser surtout le côté historique de cette étude.

Le terme « paroisse » désignait vers la seconde moitié du IV^{ème} siècle un diocèse. A l'origine donc, jusqu'au IV^{ème} siècle, il semble que l'évêque s'occupait seul de tous ses diocésains. A Rome, il y avait bien dès le II^{ème} siècle déjà des titres presbytéraux, mais ces titres ne constituaient nullement de vraies paroisses au sens actuel. Il en était de même à Antioche et à Alexandrie, car la paroisse épiscopale gardait ses droits exclusifs pour la célébration des fêtes principales.

Mais le christianisme faisait de continuels progrès: il augmentait en ville, il débordait dans la campagne. En ville, la communauté chrétienne, bien que divisée en groupes distincts, demeurait sous l'œil et sous la main de l'évêque, secondé par son clergé.

Dans les campagnes, des groupes épars ressortissaient bien à un chef unique, mais constituaient un nombre plus ou moins grand de petites communautés rurales, sous la direction de prêtres particulièrement qualifiés qu'on appelait en Orient chorévêques, évêques de campagne ou vicaires épiscopaux (sans qu'ils aient pour autant le caractère épiscopal).

La fondation des communautés rurales n'a pas été le résultat d'une impulsion administrative méthodique: elle fut la conséquence d'une nécessité historique. Des évêques, des grands propriétaires, des gens de petite

condition, des ermites et des moines ont contribué au développement de la paroisse de campagne, soit en collaborant, soit sans s'être concertés.

En ville, la division de la communauté fut plus lente. Ce n'est, à vrai dire, que vers les X^{ème} et XI^{ème} siècles que l'on procéda à certains démembrements. Et ce n'étaient pas encore des démembrements tels qu'on les réalise aujourd'hui. Ainsi, dans certains diocèses d'Espagne et d'Italie, l'évêque fut le curé immédiat jusqu'au XIX^{ème} siècle même.

Dans certaines circonscriptions d'Italie et de Pologne, des usages peu conformes à la notion de paroisse, telle qu'elle avait été introduite par le Concile de Trente, durèrent jusqu'à la promulgation de l'actuel Code de Droit Canon.

Il ressort de cet aperçu historique que les curés et les paroisses ne sont pas d'institution divine, comme l'ont enseigné certains théologiens du XVII^{ème} siècle. Ils ne sont qu'un office d'institution ecclésiastique.

G e n è v e.

C. H e r b e r.

HERWEGEN ILDEFONS, *Sinn und Geist der Benediktinerregel*. 444 Seiten. Verlag Benziger & Co. Einsiedeln. 1944.

Das Werk verdient in schweizergeschichtlichen Kreisen deshalb Beachtung, weil der wohl beste Text der Regel in Cod. Sang. 914 aus dem Anfang des 9. Jahrhunderts enthalten ist und weil ferner gerade die schweizerischen Klöster mit ihrer reichen mittelalterlichen Geschichte öfters vom Verfasser als Beispiel angeführt werden. Gelehrte von Format haben schon über dieses Büchlein aus dem 6. Jahrhundert geschrieben, ein Ludwig Traube über die Textgeschichte, ein Benno Linderbauer über die Sprache, ein A. Calmet, P. Delatte und C. Buttler über Inhalt und Umwelt der Regel. Herwegen faßt nun deren Ergebnisse zusammen und führt sie noch weiter. Glücklicherweise erklärt er das langsame Werden der Regel in verschiedenen, heute noch in der Regelanlage erkennbaren «Faszikel». Seine Kenntnisse im römischen Rechte befähigen ihn, besonders den römischen Geist in dieser Klosterordnung aufzuspüren. Daneben legt er fein dar, was jeweils dem altchristlichen Gedankengute oder dem orientalisch-ägyptischen Mönchtum zu verdanken ist. Wir haben hier eine typisch moderne Geistesgeschichte mit besonderer Betonung der philologisch-juristischen Seite. Trotz aller Verehrung ist der Verfasser zu objektiv, um nicht auch organisatorische Schwächen der Regula zuzugeben (S. 193—194 über die Dekanien). Einige Male scheint sich aber der Verfasser so in den frühmittelalterlichen Text hineingelegt zu haben, daß er darüber die organische Weiterentwicklung zu verkennen scheint. Wenn S. 78 die These aufgestellt wird: «Die Geschichte des Benediktinertums ist die Geschichte seiner Äbte», so muß dem gegenüber betont werden, daß in den schönsten Zeiten der mittelalterlichen Klöster Abt und Konvent in einem gewissen Gleichgewicht standen. Nicht umsonst hat hier auch die kirchliche Gesetzgebung eingegriffen. Doch alle Einzelfragen vermögen nicht, den Genuß an dem gediegenen Werke zu verkleinern. An der Arbeit kann auch jeder Historiker lernen, wie man einen mittel-

alterlichen Text philologisch-historisch zu interpretieren und geistesgeschichtlich einzuordnen hat.

Disentis.

P. Iso Müller.

HEINRICH BÜTTNER, *Zur politischen Erfassung der Innerschweiz im Hochmittelalter*. Sonderdruck aus dem Deutschen Archiv für Geschichte des Mittelalters 6 (1943), S. 475—515.

Nachdem die Arbeit Karl Meyers über den Ursprung der Eidgenossenschaft (Zeitschr. f. Schweiz. Gesch. 21 (1941), S. 285—652) nicht nur in der Schweiz, sondern auch in Deutschland einer lebhaften Auseinandersetzung gerufen hat, zeigte sich das Bedürfnis, für den deutschen Leser eine kurze Übersicht über die Geschichte des innerschweizerischen Raumes vor den Bundesschlüssen zu geben. Heinrich Büttner hat sich dieser Arbeit, zu der er aus persönlichen Gründen besonders geeignet war, trotz dem Kriegsdienste mit derartigem Verständnis für unser Land unterzogen, daß sein Werk nicht nur gelobt, sondern auch bei uns bekannt gemacht zu werden verdient.

Büttner geht zunächst von den geographischen Voraussetzungen aus, wie sie einst Schulte enthüllte und in dessen Nachfolge Karl Meyer in einer seiner besten Arbeiten näher ausgeführt hat. Dann wendet er sich den schriftlichen Quellen und vor allem der urkundlichen Überlieferung zu und versucht, chronologisch vorgehend, für jedes Gebiet der drei Waldstätte dessen Besiedlung und politische Geschichte aufzuhellen. Als wesentlich darf dabei wohl festgehalten werden, daß Büttner von der zähringischen Siedlungspolitik her (die wohl besser als Verwaltungspolitik betrachtet würde) die Eröffnung des Gotthardpasses als Handelsweg in die Zeit vor 1218 setzt und daß er die Entstehung der Waldstätte in einer Politisierung der Talgemeinschaften mit Gemeindeaufgaben infolge der Auseinandersetzung mit Habsburg erblickt.

Selbstverständlich konnte Büttner bei der ihm zur Verfügung stehenden Zeit, in dem ihm neuen Stoffe, nicht das Wissen erwerben, das zur Erreichung endgültiger Ergebnisse nötig gewesen wäre. Viele Siedlungsfragen sind nicht so einfach, wie er sich das vorstellt, und nur durch eine gute Kenntnis, auch der Ortsnamenforschung und der kirchlichen Verhältnisse, deutbar. Vor allem aber braucht es neben dem Wissen um die gesamte historische Umwelt eine eingehende Quellenkritik. Es verändert doch z. B. das Bild der Frühzeit außerordentlich, ob man die Urkunden des Luzerner Rodels für echt hinnimmt, oder ob man beachtet, daß sie in der Mehrzahl zwar auf echte karolingische Privaturkunden zurückgehen, aber im 12. Jahrhundert zu einer Fälschung dienten, die mit alten Kaiserurkunden dem Umfang des luzernischen Immunitätsgebietes beweisen sollte. Gerade die Raumangaben sind dann nicht echt, sondern eben Fälschungszweck! Für eigentliche Forschungsarbeiten wird es daher nötig sein, den hilfswissenschaftlichen und den rechtsgeschichtlichen Fragen mehr Bedeutung beizumessen, als es die heutige deutsche Schule tut, die allzu oft von wirtschaftlichen Verhältnissen auf Hoheitsrechte und den Staatsaufbau zu schließen geneigt ist.

Frauenfeld.

Bruno Meyer.

HANS KARLINGER, *Vom Ausdruck der Gotik*. Zahl und Maß. Scientia-Verlag, Zürich 1944.

Vom kürzlich verstorbenen Münchner Dozenten Hans Karlinger, der durch seine Einleitung zum Band «Gotische Kunst» der Propyläen-Kunstgeschichte auch bei uns bekannt geworden ist, liegen hier zehn Aufsätze vor, die in den letzten Jahren vor und während des Krieges entstanden sind. Sie unternehmen es, den Ausdruck der Gotik in den verschiedensten Erscheinungsformen auszudeuten, sodaß sich ein Aufsatz die Kreuzblume, ein anderer das Kapitell, ein dritter die Mariendarstellung in der Plastik zum Thema nimmt. Die Darstellung von Heiligen und Rittern, Pflanze und Tier an Pfeilern und Portalen wird herbeigezogen so gut wie Legende und Spruch, um Grundhaltungen wie Bewährung und Minnedienst anschaulich zu machen. Auf Streifzügen von Chartres bis nach Greifswald und hinunter nach Ferrara wird mit einer Fülle von Beispielen der Bereich des Gotischen umschrieben und abgegrenzt gegenüber Hellas und Mittelmeer. Ein Wissender teilt von seinem Überschuß aus, aber das Wissen als solches ist ihm fragwürdig geworden; ihm geht es um den inneren Sinn. Er weiß, daß das Herz der Gotik längst nicht mehr schlägt, «was uns blieb von den Schatten der Kathedralen, ist Traum». Er betont auch, daß der Schlüssel verloren gegangen ist, nach dem der Architekt der Bauhütte das Planspiel seiner Geometrie in die Wirklichkeit umsetzte. Der bedeutsame Untertitel ist daher mehr gleichnishaft zu nehmen, von Zahl und Maß im exakten Sinne ist kaum die Rede; die Bedeutung von Grundzahlen etwa wird nur angedeutet. So steht man an den Schluß gelangt vielleicht etwas enttäuscht, gerne hätte man darüber Deutlicheres vernommen, das einem im Titel versprochen schien. Wie dankbar wäre man für jeden Beitrag authentischen Materials aus so berufenem Mund! Es stellt sich bei dem Buch wie bei so manchem die Frage: an wen richtet es sich? an den Laien? dann setzt es fast zu viel Kenntnis voraus bei der Vielfalt, mit der Namen und Orte zueinander in Beziehung gebracht werden — an den Fachmann? dazu ist die Tonart eine zu hymnische. Sie streift mitunter den Ton einer Sonntagsbetrachtung; ermüdend wirkt da etwa die zu Hunderten sich häufende Voranstellung des Genitivs vor sein regierendes Nomen, «der Emporen steile Zone», «des Querschiffes Riegel», oft zuzweit und zudritt im gleichen Satz: «des Villard Werkbuch ist erfüllt von ihren Formen nach der Geometrie Regel». Damit wird eine gehobene Stimmung bezweckt, deren der erhabene Gegenstand nicht bedarf. Kristallene Nüchternheit bleibt die Forderung der Architekturprosa, wo einer nicht als Dichter redet wie der junge Goethe oder als bildender Künstler wie Rodin, sonst wirkt sie wie eine Votivgabe, die, an den Pfeiler gehängt, dessen Umriß beeinträchtigt, und mehr über den Spender aussagt als über den Gegenstand. Man erinnert sich, wie anhand einiger Maße, Vergleiche und Beobachtungen ein gültiges Bild eines Bauwerks vermittelt werden kann (wie dies vor kurzem im Paestumbuch von Friedrich Krauß geschehen ist) oder wie zuweilen bei Jacob Burckhardt eine Prägung aufglänzt, die man nicht mehr vergißt.

Diese Einschränkung in bezug auf das Sprachliche will nicht den inhaltlichen Wert des Buches schmälern, in dem auf Schritt und Tritt Erkenntnisse verzeichnet sind. Ein deutscher Sucher spricht aus dem Buch, dem es um das gesamteuropäische Erbe geht, ein Einzelner, der sich ein Leben lang bemühte, einer Zeit, die von der Wiederentdeckung der «Kultur der Renaissance» beeindruckt war, den Wert der Gotik klarzumachen, teilweise mit Worten, die inzwischen zu Schlagworten entartet. Versöhnt wird man vollends durch die kostbare Auswahl der Abbildungen, etwa des Ritters Nikasius von Reims, des Tympanon aus Autun, der Pflanzenkapitelle vom Naumburger Lettner, des unvergleichlichen «Kopfs mit der Binde» aus Mainz. Angesichts dieser Werke will man es nicht wahrhaben, daß ihr Untergang möglich ist.

A a r a u.

M i c h a e l S t e t t l e r.

OTTO FEGER, *Das älteste Urbar des Bistums Konstanz*. (Quellen und Forschungen zur Siedlungs- und Volkstumsgeschichte der Oberrheinlande, Bd. 3: Oberrheinische Urbare, Bd. 1.) Karlsruhe 1943. 155 S., 2 Karten.

Mit diesem 1. Band der Oberrheinischen Urbare ist eine Quelle zur Veröffentlichung gelangt, die für die Nord- und Ostschweiz wertvolles Material bietet und für gütergeschichtliche Studien unentbehrlich sein wird. Man darf das 14. Jahrhundert wohl als das Jahrhundert der Urbare bezeichnen. Neben die Herrschaftsurbare, wie das Habsburger Urbar, treten in dieser Zeit überall Güter- und Einkünfteverzeichnisse der geistlichen Institutionen. Sie sind Ausdruck der verbesserten Fiskalverwaltung. In diesen Zusammenhang gehört das Urbar des Konstanzer Bischofs Heinrich II. von Klingenber, das in den Jahren 1302—1305 angelegt wurde. Diesen rein fiskalischen Charakter des Urbars, der nicht nach dem rechtlichen Ursprung der Einkünfte fragt, arbeitet der Herausgeber in seiner Einleitung klar heraus. Er weist auch nach, daß das nur in Abschrift erhaltene Urbar nicht eine Reinschrift, sondern erst eine Vorarbeit dazu war. Feger wirft sodann einen Blick auf die im Dunkel liegende Erstausrüstung des Bistums und den Versuch der Herrschaftsbildung im 13. Jahrhundert, bei dem kirchliche Einkünfte, besonders die bischöfliche Quart, zur Erlangung weltlicher Hoheitsrechte bedenkenlos hingegeben wurden. Der klaren Skizzierung der politischen und wirtschaftlichen Organisation des Besitzes läßt der Verfasser kurze Zusammenstellungen über die Ämter folgen, und man darf sagen, daß er darin das Urbar schon in erheblichem Maße ausschöpft. Die Grundherrschaft in der Höri ließe sich jedoch wohl weitergehend erklären, wenn der Begriff des *jus foresti* nicht nur als Wildbann aufgefaßt würde. Dagegen ist die Gliederung des Grundbesitzes in alte Fronhofsverbände, Burganlagen, Grundherrschaften in Städten und Streubesitz hervorzuheben. Bemerkenswert ist die Feststellung, daß gerade Burganlagen Rodungszwecken dienten und wir in ihrer Nähe daher Weiler- und Hof-Siedlungen treffen.

Die Textausgabe ist vorbildlich; die Kommentierung weit ausgebaut.

An allen wichtigen Stellen werden die wesentlichen Urkunden zitiert und Auskunft über Erwerb, Verpfändung und Veräußerung gegeben. Die Ortsbestimmungen sind sorgfältig und nach einheitlichem System durchgeführt.

Der Schweizerische Besitz zerfällt in die 9 Ämter (von 20 Ämtern): Klingnau, Kaiserstuhl, Neunkirch, Hallau, Laufen, Kastel, Tannegg, Bischofszell, Arbon. Sehr ausführlich ist das Amt Arbon behandelt. Daß die Vogteiabgaben, dem fiskalischen Zweck des Urbars entsprechend, nicht immer ausgeschieden sind, verhindert leider die Auswertung der Quelle in dieser Hinsicht mancherorts.

Dem Urbar hat der Bearbeiter neben einem Orts- und Personenregister ein Sachregister beigegeben. An Hand dessen kann man z. B. feststellen, daß nur in Klingnau, Arbon und Meersburg Nußzinse, nur in Tannegg und Arbon Käsezinse gegeben wurden und daß Küssaburg der Hauptweinlieferant war. Ebenso ist man dem Bearbeiter dankbar für die Zusammenstellungen über Hufen- und Schuposennormalbelastung, Zinstermine, Preise und über den nach Zinsgattungen aufgegliederten Ertrag der einzelnen Ämter und des Gesamturbars. Ein unentbehrliches Mittel der Veranschaulichung gütergeschichtlicher Quellen ist die Karte. Feger hat eine für den Gesamtbesitz und eine für die Herrschaft Kastel beigegeben.

Wenn wir etwas vermissen, so ist es die Darlegung der Editionsgrundsätze. So muß der Benutzer selbst merken, daß kursiv gedruckte Stellen Nachträge sind, und auf welche Weise die Originalseitenzählung gegeben wird. Daß sich auch gelegentlich Versehen einschlichen, ist durchaus entschuldbar, so sind z. B. im Sachregister die Zitate bei den Käsezinsen zum Teil unrichtig und bei den plaustra unvollständig, die carrada fehlen ganz. In der Ertragszusammenstellung stören einige Druckfehler. Das vermag selbstverständlich der überaus fleißigen und sorgfältigen Arbeit Fegers keinen Abbruch zu tun.

Zürich.

Paul Kläui.

HANS LEHMANN, *Das Johanniterhaus Bubikon (1. Teil). Mitteilungen der Antiquarischen Gesellschaft in Zürich*, Band 35, Heft 1. Zurich 1945, in-4^o.

L'intérêt considérable qu'a suscité ces dernières années la restauration des bâtiments de l'ancienne commanderie de Bubikon¹, justifie certainement la publication d'un travail et sur l'Ordre de St-Jean en général et sur cette commanderie en particulier. Nous possédons bien avec le travail de H. Zeller-Werdmüller² une bonne étude sur l'établissement en question, donnant son histoire jusqu'à la fin du moyen-âge; mais des recherches plus étendues étaient d'autant mieux les bienvenues que des données jusqu'alors inconnues, sont maintenant à notre disposition.

¹ Voir mes articles dans la *Gazette de Lausanne*, du 25 oct. 1944, et dans le *Vaterland*, de Lucerne, du 13 janv. 1945.

² *Das Ritterhaus Bubikon*, dans *Mitt. der Antiquar. Ges. in Zürich*, Zurich, 1885.

La première partie de l'étude qui vient de paraître, donne un aperçu de quelques ordres religieux et militaires en général, du développement de l'histoire de l'Ordre de St-Jean plus spécialement, de sa fondation jusqu'à la fin du 15^e siècle, quelques contributions à l'histoire des familles de Toggenbourg et de Rapperswil en relation avec la maison de Bubikon, et surtout l'histoire de cette dernière, depuis sa fondation en 1192 jusqu'au moment où la réforme religieuse allait modifier considérablement, au commencement du 16^e siècle, toute son existence.

Le prof. Lehmann a enrichi son travail de nombreuses illustrations, dont la provenance pourrait être parfois précisée. Aussi faut-il remarquer que l'indication de «mittelalterlicher Bestand», pour la photographie de la commanderie de Bubikon (titre), ne nous semble pas tout à fait correcte puisqu'elle donne la vue actuelle des bâtiments, après leur restauration qui a complètement changé p. ex. la silhouette de la chapelle en comparaison avec son état d'il y a dix ans. L'ill. 1 (p. 5), la commanderie de l'Ordre Teutonique à Sumiswald déjà publiée dans le *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, donne un écu écartelé dont les quartiers 1 et 4 montrent une croix d'argent sur champ de sable, tandis qu'en réalité ces émaux devraient être intervertis.

Décrivant ensuite le développement de la commanderie de Bubikon, l'auteur montre l'existence assez paisible d'une des nombreuses propriétés de l'Ordre de St. Jean, dispersées jadis dans toute l'Europe où elles étaient destinées à l'origine à accueillir les pèlerins sur le chemin de la Terre Sainte mais aussi, et par la suite en premier lieu, à contribuer par leurs versements réguliers au trésor de l'Ordre, à l'entretien de ses établissements en Méditerranée et de sa force armée, boulevard principal de l'Occident contre la poussée toujours plus forte de l'Islam.

Pour l'histoire particulière de Bubikon, le travail de Zeller fournit à l'étude de M. Lehmann la documentation nécessaire. Mais pour l'histoire générale de l'Ordre, les adjonctions suivantes paraîtront utiles.

L'auteur cite bien (p. 8, note 5) la dissertation de Marie³ Ambraziejuté, sur la règle de l'Ordre de St-Jean, essai basé surtout sur les travaux de Joseph Delaville le Roulx, mais il s'abstient absolument de la consultation de toute publication française, ce qui l'oblige de se référer souvent à des travaux dépassés depuis longtemps.

La recherche des sources est cependant facilitée par l'ample bibliographie de Ferdinand de Hellwald⁴ qui a eu plusieurs continuations⁵. Mais il est tout à fait indispensable de consulter les nombreuses publications de

³ Et non «Ataria».

⁴ *Bibliographie méthodique de l'Ordre souverain de St-Jean de Jérusalem*, Rome, 1885.

⁵ Hector Rossi, *Aggiunta alla Bibliographie ... di Ferdinand de Hellwald*, Rome, 1924 et 1929; T. Guarnaschelli et E. Valenziani, dans *l'Archivio storico di Malta*, 1938, p. 436 sq.

l'historien moderne le plus important que l'Ordre ait possédé, Joseph Delaville le Roulx⁶. Outre son *Cartulaire général de l'Ordre des Hospitaliers de St-Jean de Jérusalem*⁷, ses deux volumes sur l'histoire de l'Ordre jusqu'en 1421⁸, auraient fourni d'amples matériaux permettant la révision de plusieurs opinions erronées reproduites d'après d'autres sources. Ceci est d'autant plus utile que les maigres renseignements sur l'Ordre de St-Jean que donne par exemple le *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, laisse l'impression que l'Ordre a disparu depuis longtemps, et que la réponse donnée à une question dans une publication aussi répandue que la «*Revue de l'Association suisse pour la conservation des châteaux et ruines*»⁹, ne contient pour ainsi dire que des inexactitudes.

La question de la topographie de l'établissement des Hospitaliers à Jérusalem et de son origine lointaine (p. 6—7), n'a pas seulement fourni le sujet de l'un des premiers travaux de Delaville¹⁰ mais a été traitée abondamment, sur la base de recherches archéologiques, par les PP. Hugues Vincent et F.-M. Abel, O. P.¹¹.

Le bienheureux Gérard était-il Provençal (p. 6)? Delaville le suppose plutôt Italien¹², mais j'espère pouvoir revenir prochainement sur cette question, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*. La date exacte de son décès (p. 7), en tous cas, ne laisse aucun doute: c'était le 3 septembre 1120¹³.

La croix à huit pointes ne paraît certainement pas encore sous Raymond du Puy (p. 8). Le premier exemple possible que j'en aie vu, est, sinon de la première moitié du 14^e siècle¹⁴, peut-être de 1389¹⁵, et certainement de 1413¹⁶. Mais encore vers la fin du 15^e siècle, on trouve des croix pattées sans échancrures¹⁷.

⁶ † 1911.

⁷ 4 volumes in-f^o, Paris, 1894—1901, embrassant en 3134 pages la période de 1100—1310.

⁸ *Les Hospitaliers en Terre Sainte et à Chypre (1100—1310)*, Paris, 1904; *Les Hospitaliers à Rhodes jusqu'à la mort de Philippe de Naillac*, Paris, 1913.

⁹ Zurich, 1941, p. 86.

¹⁰ *De prima origine Hospitaliorum Hierosolymitanorum*, Paris, 1885.

¹¹ *Jérusalem*, tome 2, fasc. 3 (Paris, 1922), p. 646 sq., avec des rectifications au fasc. 4 (Paris, 1926), p. 905 sq. et 959 sq.

¹² Voir aussi les longs articles dans ce sens, dans la *Revue de l'Ordre*, p. ex. 1938, No. 8, p. 11 sq.

¹³ Foucher de Chartres, dans le *Recueil des historiens des croisades*, publié par l'Académie des inscriptions et belles-lettres; *historiens occidentaux*, Paris, 1844 sq., tome 3, p. 446.

¹⁴ Edouard-Henri Furse, *Mémoires numismatiques de l'Ordre souverain de St-Jean de Jérusalem*, Rome, 1885, p. 43.

¹⁵ F. A. Vossberg, *Die Siegel der Mark Brandenburg*, Berlin, 1868, No. 38.

¹⁶ W. F. Creeny, *Illustrations of incised slabs on the continent of Europe*, Londres et Norwich, 1891, p. 52.

¹⁷ Edwin J. King, *The Grand Priory of the Order of the Hospital of St. John of Jerusalem in England*, Londres, 1924, pl. entre p. 52 et 53.

Le grand-prieur d'Allemagne semble être devenu prince du St-Empire en 1546¹⁸ et non en 1548 (p. 9), date de son investiture^{18a}.

Pour l'origine de l'Ordre Teutonique (p. 11), on aurait pu citer l'ouvrage fondamental de B. Dudík, O. S. B.¹⁹, tandis que celui de St-Lazare (p. 12) a possédé un historien très sérieux en la personne de René Pétiet²⁰.

La littérature moderne sur les commanderies suisses de l'Ordre de St-Jean (p. 16), aurait pu être complétée par la citation des travaux d'Auguste de Montfalcon²¹, Alfred Kitt²², Alphonse Codaghengo²³ et H. Liebert²⁴.

La question de l'agrégation de laïques à l'Ordre (p. 45), mériterait une étude spéciale. Delaville²⁵ donne bien quelques indications, mais la règle de l'Ordre ne s'en est occupée qu'à une date aussi récente que 1631, si l'on veut²⁶. Aujourd'hui, on doit considérer les personnes agrégées à l'Ordre en qualité de membres honoraires ou par dévotion, comme correspondant aux tertiaires des ordres purement religieux²⁷. — Quant aux confréries affiliées d'une façon ou d'une autre à l'Ordre (p. 46), qu'il me soit permis d'attirer l'attention sur celle, particulièrement intéressante, qui existe à Catanzaro, et dont j'ai parlé dans la revue de l'Ordre²⁸.

Ces quelques indications doivent suffire pour montrer où la publication dont nous rendons compte, pourrait être complétée. Ce côté purement

¹⁸ *Almanach de Gotha*, 1837, p. (9); Gaëtan Moroni, *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica*, vol. 29, Venise, 1844, p. 244; Hellwald, op. cit., p. 100.

^{18a} *Die Reichsregisterbücher Kaiser Karls V.*, éd. L. Gross, Vienne et Leipzig, 1930, p. 137.

¹⁹ *Des hohen Deutschen Ritterordens Münzsammlung in Wien*, Vienne, 1858. Sur le développement récent de cet ordre, voir mes remarques (multilées par la rédaction) dans la *Rivista Araldica*, Rome, 1940, p. 182—183.

²⁰ *Contribution à l'histoire de l'Ordre de St-Lazare de Jérusalem*, Paris, 1914; voir aussi la dissertation d'Elisabeth Sauer, *Der Lazariterorden und das Statutenbuch von Seedorf*, Fribourg, 1930. Sur une imitation moderne de cet ordre, voir ma brochure *Vanitas vanitatum*, s.l. (Porto), 1939, et mon article *La résurrection de Lazare*, dans le *Journal de Montreux*, du 8 mars 1944.

²¹ *Compesières*, St-Maurice, 1932; voir aussi ma petite addition dans les *Archives héraldiques suisses*, 1944, p. 81.

²² *Wädenswil*, Wädenswil, 1941.

²³ *L'Ordine di Malta nel Ticino — La commenda di S. Giov. Battista in Contone*, dans sa *Storia religiosa del cantone Ticino*, Lugano, 1942, vol. 2, p. 302 sq.

²⁴ *Die Johanniterkapelle in Rheinfelden*, Rheinfelden, 1942.

²⁵ *Les Hospitaliers en Terre Sainte...*, Paris, 1904, p. 297 sq.

²⁶ René Aubert de Vertot, *Histoire des chevaliers hospitaliers de St-Jean de Jérusalem*, nouvelle édition, Paris, 1737, vol. 6 (anciens et nouveaux statuts de l'Ordre), p. 285.

²⁷ Voir la Revue de l'Ordre, 1942, No. 7, p. 8.

²⁸ *Ibid.*, 1942, No. 8, p. 5 sq. — Un autre exemple, chez Delaville, op. cit. (note 25), p. 200.

historique, ainsi que les appréciations un peu négatives du rôle de l'Ordre de St-Jean comme défenseur de toute la Chrétienté contre les assauts des infidèles, et l'accomplissement cependant si consciencieux de sa tâche charitable, ne sont pas du domaine qui est la spécialité de l'auteur. Mais nous pouvons avoir confiance que la suite de son travail où il traitera des monuments de Bubikon, donnera une entière satisfaction.

Aigle.

H. C. de Zeininger.

HANS SIGRIST, *Solothurn und die VIII alten Orte*, ihre Beziehungen von den Anfängen bis zum Bunde von 1481, Vogt-Schild A.-G. Solothurn, Berner Dissertation, XVI und 182 Seiten.

Wer im Rahmen der mittelalterlichen Schweizergeschichte das Verhältnis der Stadt Solothurn zur Eidgenossenschaft betrachtet, dem muß die lange Zeitdauer, die von Solothurns Beteiligung am Sempacherbrief im Jahre 1393 bis zu seiner Aufnahme in einen Bund mit den VIII Orten im Jahre 1481 verstrich, als etwas Seltsames auffallen. Doch findet er in den großen Werken unserer vaterländischen Geschichte kaum eine Erklärung dieser sonderbaren Erscheinung. Sogar Solothurner Historiker wie J. J. Amiet und E. Tatarinoff haben sie nur gestreift. Hans Sigrist hat sich nun mit greifbarem Erfolg der Aufgabe unterzogen, sie in einer Dissertation in allgemeinen Zusammenhängen zu klären.

Auf Grund seiner Studien kam er zu einer Zweigliederung seines Stoffes. « Die erste Periode ist die Zeit der freien Einordnung Solothurns in das Bundesganze, die zweite Periode ist erfüllt von dem gegensätzlichen Streben der VIII Orte einerseits, Solothurn auf die Stufe der Zugewandten herabzudrücken, und Solothurns auf der andern Seite, sich zur Stufe der Orte zu erheben » (S. 2).

Der erste Teil umschreibt die Ereignisse bis zum Ende des alten Zürichkrieges. Er zerfällt in drei Abschnitte. Im ersten schildert der Verfasser das Verhältnis Solothurns zu Bern in den Jahren 1295 bis 1385. Das Bündnis mit Bern war für Solothurn ohne Zweifel von größter Bedeutung. Und doch sind die Beziehungen nicht ungetrübt und mannigfaltigen Wechseln unterworfen gewesen. Solothurn pendelt lange Zeit zwischen Bern und Österreich hin und her, um von einem gewissen Gleichgewicht dieser Mächte profitierend möglichst selbständig zu bleiben. Berns Verhalten wird durch seine Politik gegenüber Freiburg bestimmt. Jedes Mal, wenn die Beziehungen zu Freiburg kühler, ja feindlich werden, nähert sich Bern der andern Aarestadt. Erst im Jahre 1345 wird zwischen den Aarestädten ein ewiger Bund abgeschlossen. Der ewige Bund der Berner mit der Waldstätte führt auch Solothurn in den politischen Umkreis der Innerorte, sodaß von außen, z.B. von Kaiser Karl IV. her es aussieht, als ob Solothurn auch zu der politischen Gemeinschaft der innerörtlichen Eidgenossenschaft gehöre. Im Kiburgerkrieg und erst recht im Sempacherkrieg scheint die St. Ursenstadt tatsächlich ein Ort der Eidgenossenschaft zu werden. Im Sempacherbrief

steht Solothurn nach Zürich, Luzern, Bern vor Zug, Uri, Schwyz, Unterwalden und Glarus. « Als die Stadt St. Gallen sich 1405 um die Aufnahme in die eidgenössischen Bünde bewarb, schickte sie ihre Boten, gleich wie zu den andern Orten, auch nach Solothurn. Gerade diese Beteiligung an Angelegenheiten, die den eigentlichen solothurnischen Interessen völlig abgelegen waren, zeigt eindrucklich, wie selbstverständlich damals die Geltung Solothurns als eines gleichberechtigten Bundesgliedes feststand » (S. 36). Doch fehlt zu dieser Zeit immer noch das formelle Bündnis. Der Versuch, zu einem solchen zu kommen, scheitert 1411. Nach Sigrists Ansichten fällt bei der Errichtung der aargauischen gemeinen Herrschaften über Solothurns Stellung im Bunde eine wichtige Entscheidung. Statt daß Solothurn, das sich ja eifrig an der Eroberung des Aargaus beteiligt hat, in den Kreis der regierenden Orte über die genannten Herrschaften eintritt, bleibt es dieser Verwaltung fern und verliert damit die Fühlungnahme mit den östlichen Orten und den sichern Rang eines Ortes. Bern scheint aus eigenen Interessen Solothurn davon abgehalten zu haben, indem es Solothurn im Aaretal territorial entschädigt: im Gäu und im Tal. Später, im Alten Zürichkrieg, unterstützt Solothurn die allgemeine eidgenössischen Anliegen nur lau, während der solothurnische Einsatz bei St. Jakob an der Birs wiederum von den Eidgenossen zu wenig gewürdigt wird.

Im zweiten Teil reift die Spannung der Entscheidung entgegen. Die acht Orte schließen sich gegen andere Bundesgenossen mehr und mehr ab, was Solothurn bei seinem erneuten Aufnahmegesuch 1458 erfährt. Solothurn scheint erniedrigende Bedingungen abgelehnt zu haben. Es will nicht Zugewandtes Ort sein. Die Jahrzehnte bis zum Jahre 1481 zeichnen sich durch mancherlei Schwankungen aus, bis der Tag von Stans die Erfüllung der Wünsche bringt. Nur ganz außerordentliche politische Lagen, wie das Burgrecht der Städte, vermögen die Hindernisse, bernische (!) und waldstädtische, zu überwinden.

Wenn wir in dieser Anzeige und Würdigung noch die Gründe, die hinter den Ereignissen stehen, erwähnen wollen, so müssen wir nach Sigrist mit Recht hervorheben, daß Solothurn militärgeographisch und wirtschaftlich den Eidgenossen damals wenig zu bieten hat. Solothurn liegt an der Peripherie und an keiner für die Innerschweiz lebenswichtigen Straße. Der Ort ist immer klein geblieben und kann nicht gewichtig auftreten. Die Gründung Berns ist für Solothurn zum Teil ein Unglück gewesen, denn die einst im hohen Ansehen stehende königliche Stadt Solothurn muß nach 1191 Handel und Verkehr und politische Macht, die gerade im Entstehen begriffen ist, mit der Zähringerstadt teilen. (Das läßt sich übrigens auch von Freiburg sagen.) Bern überholt bald Solothurn, bestimmt weitgehend das politische Geschick der ältern Stadt. Das zeigt sich offenkundig bei den Versuchen der Solothurner, zu einem rechten Staatsgebiet zu kommen. « In den seltenen Fällen, wo die Stadt (Solothurn) dabei weder mit Österreich noch mit Bern und Basel in Konflikt geriet, ließ man sie freilich auch gewähren, aber, sobald

irgendwelche andere Interessen verletzt wurden, gab man Solothurn preis », sagt Sigrist (S. 89) von den Eidgenossen, die sich gegenüber von Solothurn ebenfalls kühl verhalten. So haben denn die Berner immer die erste Hand: « Solange Bern nicht wollte, blieb Solothurn außerhalb des Kreises der Orte, sobald aber Bern es wollte, kam die Stadt in kürzester Zeit in diesen Kreis hinein » (S. 129). Die Schuld liegt natürlich nicht einseitig auf einer Seite. Der Verfasser macht da oder dort den Solothurnern den Vorwurf, sie hätten aus Vorsicht und allzu ängstlicher oder überschläuer Klugheit, es mit niemand zu verderben, auch niemand für sich gewinnen können.

Sigrist stieß bei seinen Forschungen auf große Hindernisse, die, den Solothurner Historikern wohl bekannt, früher wohl viele abgeschreckt haben. Die solothurnischen Quellen fließen für den genannten Zeitabschnitt sehr spärlich. Der Verfasser hat sie alle herangezogen, soweit sie seiner Absicht dienen konnten, und sie einer peinlichen Interpretation unterzogen, wobei freilich mitunter die Gefahr besteht, nur zuviel herauslesen zu wollen. Seine Urteile hat er sorgfältig und vorsichtig formuliert und in gewandter sprachlicher Darstellung geboten. Das Thema betrachtet er nicht nur aus solothurnischer Perspektive heraus, sondern stellt es in den gesamteidgenössischen Zusammenhang hinein. Die Untersuchung der solothurnisch-eidgenössischen Beziehungen wird zu einer Prüfung des eidgenössischen Bundeslebens. Auf diese Weise wird der Strukturwandel der Eidgenossenschaft (um 1450) aus einem lockeren Gebilde fast gleichberechtigter Glieder zu einem geschlosseneren Komplex unter Führung der VIII Orte sichtbar. Es ist dem Verfasser sicher gelungen, von einem überparteilichen Standpunkt aus durch seine vortrefflichen Ausführungen neue Wege zu gehen und die Kenntnis der vaterländischen Geschichte zu fördern.

S o l o t h u r n.

B r u n o A m i e t.

KARL AUGUST MEISSINGER, *Erasmus von Rotterdam*. Scientia Zürich 1942, XI und 422 S.

Es ist nicht leicht, einem Werk wie dem gegenwärtigen gerecht zu werden. Weder gehört es ganz zur historischen Belletristik, noch ist es eine eigentliche wissenschaftliche Biographie. Zunächst wirkt es beinahe wie eine etwas erweiterte Paraphrase des Buches von Huizinga, nur daß man eben die sichere Einfachheit der Linienführung, die volle Beherrschung des Stoffes und die bewußte Zurückhaltung im Detail vermißt. Man hört an mancher Stelle geradezu den Text Huizingas anklingen, und Meissinger ist sich dieses Verhältnisses durchaus bewußt, wenn er S. 356 bemerkt, er werde Huizinga nur dort zitieren, wo er von ihm abweiche. Diese « Abweichungen » betreffen nun aber nicht allein Einzelheiten, sondern in gewissem Sinne das gesamte Bild, besonders den vielbesprochenen Charakter des Erasmus. Meissinger ist ein sehr entschiedener Verehrer seines Helden und will vor allem die Jugendgeschichte vom Vorwurf bewußter Entstellung durch Erasmus selbst entlasten, indem er aus dem nun ziemlich allgemein angenommenen

Geburtsdatum 1469 statt 1466 die Konsequenzen zieht. Im späteren Leben fällt bei Meissinger der Vorwurf einer « Hauptlüge » dahin, — den freilich Huizinga nicht in dieser Form erhoben hat — indem er den Dialog « Julius exclusus », den Huizinga für ein anonymes Werk des Erasmus hielt, ihm entschieden abspricht, gestützt auf die Untersuchungen von C. Stange, Erasmus und Julius II. Eine Legende, Berlin 1937.

Eine Aufzählung weiterer « Abweichungen » ist unnötig, da es sich hier um eine Art Erasmuslesebuch für den Laien handelt, dessen Hauptqualitäten in der Darstellungsform und in der Vermittlung erasmischer Gedanken und Werkfragmente liegen. Im Stil erkennt man gelegentlich den Romanschriftsteller Meissinger, aber im Urteil spürt man immer wieder den sachkundigen Licentiat der Theologie, den Mitarbeiter der Weimarer Lutherausgabe und Doktor der Philosophie.

Wenn auch die geistesgeschichtlichen Raketen sich nicht selten in allzu hohem Bogen über dem Gegenstand kreuzen, um ihn wirklich beleuchten zu können, so gelingen immer wieder glückliche Paraphrasen erasmischer Texte, die dem Leser den Geist des Rotterdammers nahebringen. Besonders dankenswert ist die wohlgelungene Übersetzung des *Carmen alpestre* im Text und der Wiederabdruck des Originals in den Anmerkungen.

Wenn Meissinger sich bemüht, allerlei neuere Einzelforschung in seine Darstellung zu verarbeiten, so entgehen ihm doch einige der wichtigsten außerdeutschen Publikationen, so die geistvollen *Etudes Erasmiennes* von A. Renaudet (1939) und das umfassende Werk von M. Bataillon, *Erasme et l'Espagne* (1937). Angesichts dieser Untersuchungen hätte er nicht so leicht über das letzte Jahrzehnt im Leben des Dargestellten hinweggleiten können. Das Bild des Erasmus bleibt bei Meissinger etwas im deutschen Milieu und in der Auseinandersetzung mit Luther stecken. Nun aber ist die außerdeutsche Wirkung des Erasmus schon bei Lebzeiten eine so gewaltige und positive gewesen, daß es dort der weiteren Apologie kaum mehr bedarf. Es wird eine Hauptaufgabe einer künftigen Erasmusbiographie sein, den universalen Rahmen dieses Daseins mit lebendiger Anschauung zu erfüllen. Dann wird die lutherische Karikatur, gegen die sich Meissinger wendet, von selbst in ihrer Beschränktheit zusammenfallen.

Es darf bei diesem Anlaß vielleicht auf eine hübsche kleine Entdeckung hingewiesen werden, die kürzlich ein überraschendes Licht auf die niederländisch-burgundisch-spanischen Kulturbeziehungen, in denen Erasmus stand, geworfen hat. Der Bibliothekar der Stadtbibliothek von Rotterdam, F. K. H. Kossmann, dem wir manchen wertvollen Beitrag zur Erasmusforschung verdanken, hat 1942 ein Gedicht des Erasmus entdeckt, das eine Gratulation für einen spanischen Dichter zu einer Geschichte des Ordens vom Goldenen Vließ darstellt und geradezu in eine Lobpreisung der burgundisch-spanischen Staatenverbindung, in einen Glückwunsch an Karl V. selbst ausklingt: *Een vergeten Lofgedicht van Erasmus voor het gedicht van Alvar Gomez op de orde van het gulden vlies 1517 door F. K. H. Kossmann, Het Boek, deel 26*

(1942). Wenn man bedenkt, wie lange der kaiserliche Hof, sowohl der spanische Karls V. als der habsburgische Ferdinands I. und dann erst recht derjenige Maximilians II. ein kirchenpolitisches Vermittlungsprogramm verfolgt hat, das mit erasmischen Gedanken unterbaut war, wie sehr auch noch die ersten Konzilsvorbereitungen Pauls III. auf dieser Linie lagen, so bekommen die letzten Lebensjahre des Erasmus und seine Verbindungen mit Kurie und Kaiserhof ein erstaunliches Echo in der Geschichte des 16. Jahrhunderts. Man wird diese Zusammenhänge vielleicht erst ganz beurteilen können, wenn auch die letzten Bände der Briefausgabe Allens, die noch ausstehen, vorliegen werden.

B a s e l.

W e r n e r K a e g i.

GOTTHOLD APPENZELLER, *Das solothurnische Armenwesen vom 16. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, mit einem Geleitwort von Regierungsrat Dr. Max Obrecht, Verlag Vogt-Schild A.-G. Solothurn. S. XII und 267.

Nachdem in der Literatur über das kulturelle Leben im Kanton Solothurn schon verschiedene Aufsätze erschienen waren, die irgendeine Seite des Armenwesens streifen, hat es Herr Pfarrer Appenzeller unternommen, eine umfassende Darstellung über den vielgestaltigen Gegenstand zu schreiben. Indem er Lücken auszufüllen hatte, mußte er da und dort sofort die Quellen aufsuchen. Während für das neunzehnte und zwanzigste Jahrhundert durch die Literatur der Weg gebahnt war, war der Stoff über die andern Jahrhunderte vielfach noch zusammenzustellen. Um zu einem abgerundeten Bilde zu kommen, hat der Verfasser die Mühe der Archivarbeit nicht gescheut. Das Ergebnis ist ein reichfundierter Überblick über vier-
einhalb Jahrhunderte solothurnischen Armenwesens.

Da der Gegenstand die behördlichen und privaten gemeinnützigen Bestrebungen zur Bekämpfung der Armut umfaßt, so war es gegeben, sich an diese Bemühungen zu halten, die ja am ehesten einen schriftlichen und gedruckten Niederschlag gefunden haben. Da der Verfasser ausführliche Auszüge aus den Quellen wiedergibt, so ist es dem Leser möglich, durch die amtlichen Verfügungen und Berichte, aber auch durch Vorträge und Zeitungsartikel hindurch die Zustände selbst kennen zu lernen. Nach Art der Zustände wiederum kann der Schluß auf die Ursachen der Armut gezogen werden. Wir gehen also mit Appenzeller den Weg, den der Forscher von den noch erhaltenen Zeugnissen der Vergangenheit zu den Zuständen, wie sie vermutlich gewesen sind, gehen muß.

Im allgemeinen läßt sich aus der Darstellung, die klar und flüssig geschrieben ist, folgender Überblick gewinnen. Der solothurnische Stadtstaat, der im Laufe des Spätmittelalters herangewachsen ist, verhält sich gegenüber den Armen eher zurückhaltend. Während Kirche und Stiftungen die Not durch Anstalten und Einrichtungen lindern wollen, gibt der Staat anfänglich nur Almosen. Es sieht ganz so aus, als ob der neue Staat sich erst der Sache und dieser neuen Aufgabe bewußt werden müßte. Einerseits

sieht er sich veranlaßt, einzugreifen, weil die Folgen der Armut die gesellschaftliche Ordnung bedrohen, andererseits mag die gegenreformatorische Gesinnung auf das Gewissen der Räte eingewirkt haben. Auffällig ist es schon, daß Solothurn spät, hinter den Beschlüssen der Tagsatzung hinhinkend, im letzten Viertel des sechszehnten Jahrhunderts durch bestimmte Maßnahmen die Auswüchse und die Not der Armut selbst bekämpfen will. Schon von Anfang an herrscht das Prinzip, daß die Heimatgemeinden für die Armen zu sorgen haben. So kommt es, daß die Räte die Bettler, die das Land durchstreifen, den Gemeinden zuweisen, die Kantonsfremden über die Grenze abschieben. Aus amtlichen Aufzählungen wird ersichtlich, daß Bettler, Verbrecher, Müßiggänger, herumwandernde Handwerker, Kranke, Heimatlose das Volk der Armen bilden. Natürlich reichen die Polizeimaßnahmen niemals aus, um das Übel an der Wurzel zu packen. Gedanken, der Sache auf den Grund zu gehen, steht meist die Anschauung im Wege, daß Armut etwas Schicksalhaftes, von Gott Gegebenes sei. Erst das achtzehnte Jahrhundert mit dem Geist der Aufklärung will neue Wege beschreiten. Aber es ist von der Gesinnung der Menschenfreundlichkeit zur Tat oft ein langer Weg, da die Mittel fehlen. Es gibt einige Anläufe, wie die Reform des Waisenhauses.

In der Restaurationszeit bringt der aus der Helvetik wohlbekannte Urs Josef Lüthy, ein umfassendes Armengesetz, « Armenanstalt » genannt, fertig. Dieses bleibt die staatliche Grundlage des Armenwesens für ein Jahrhundert. Die Mittel des bis zur Mitte des Jahrhunderts fast ausschließlich landwirtschaftlichen Kantons sind beschränkt. Hungersnöte und Wirtschaftskrisen müssen überwunden werden, wobei der Gedanke des Anbauwerkes und der Arbeitsbeschaffung ebenfalls schon Verwirklichung finden. Bitter ist, daß die Allgemeinheit in größter Not nur durch Förderung der Auswanderung zu helfen weiß. Erst die Industrialisierung gibt Behörden und Privaten Mittel in die Hand, einen nachdrücklichen Kampf gegen die Armut aufzunehmen: Maßnahmen gegen mangelnde Erziehung, gegen geistige und unheilbare Krankheiten, gegen Nöte des Alters, Hilfe für die Waisen, Arbeitsbeschaffung! So verschiedenartig sind die Mittel, wie die Ursachen der Armut selbst. Nicht zu vergessen ist die Versorgung der Heimatlosen bzw. Staatenlosen. Wenn man das Armenwesen des 16. Jahrhunderts mit demjenigen der Gegenwart vergleicht, so erkennt man wirklich einen großen Fortschritt; denn die moderne Zeit will nicht nur kurzfristig die tägliche Not überbrücken, sondern durch langfristige Einwirkungen heilen. Das 20. Jahrhundert bringt endlich ein zeitgemäßes Armengesetz unter Regierungsrat Dr. S. Hartmann.

Und dennoch ist die Hilfe nie überflüssig, die Not nie zu Ende. Immer aufs neue entstehen wirtschaftliche und soziale Schwierigkeiten, die neue Armut zur Folge haben. Wenn man die Schrift von Appenzeller durchgelesen hat, so drängt sich die Überlegung von neuem auf, daß es nicht nur an der Unvollkommenheit der staatlichen bzw. öffentlichen Einrichtungen liegt, daß die Armut noch nicht verschwunden ist, wie viele glauben, sondern

auch an Umständen, die durch menschliche Maßnahmen nicht erfaßt werden können, denn sie liegen tief verankert im menschlichen Wesen und seinen charakterlichen, unverbesserlichen Unzulänglichkeiten. Aber sowenig der Einzelne in seinem Leben die Waffen streckt vor den menschlichen, allzumenschlichen Unvollkommenheiten, ebensowenig darf der Mensch aufhören, sich seiner Mitmenschen zu erbarmen. So führt uns die Schrift von Appenzeller an letzte Fragen menschlichen Daseins heran. Auf einem kleinen Flecken Erde zeigt sie uns das Ringen menschlicher Güte mit menschlichem Leide.

Solothurn.

Bruno Amiet.

MAX BRAUNSCHWEIG, *Célèbres procès criminels suisses des quatre derniers siècles*, éd. Delachaux & Niestlé S. A., Neuchâtel et Paris, 1944, 237 p., 14 × 21 cm, 13 illustrations.

L'édition originale de cet ouvrage parut sous le titre de *Schicksale vor den Schranken, berühmte Schweizer Kriminalprozesse aus vier Jahrhunderten*, Zurich, 1943. La traduction française est due à Mme Jacqueline Des Gouttes. «L'auteur n'a pas voulu dégager seulement le caractère extraordinaire du crime, décrire son déroulement et son issue. Il a cherché à évoquer les hommes plus que les actes...» Il «se propose aussi de broser une peinture claire de l'époque où se déroule chaque procès...» et de «rendre compte du niveau moral d'une époque...». «Dans les grands procès... le tribunal donne une fidèle image des forces sociales de son temps, qui souvent décident du sort de l'accusé.» Dans les affaires plus récentes, où la procédure de l'ancien régime n'intervient plus, «l'auteur a mis tout l'accent sur le délit et ses conséquences».

Huit procès forment la matière de l'ouvrage: les affaires Jetzer (Berne, 1507—1509), dont le retentissement contribua à ouvrir la voie à la Réforme, Falkeisen (Bâle, 1671) et Henri Waser (Zurich, 1780), qui se rattachent toutes deux plus ou moins à l'opposition contre les régimes oligarchiques; le procès d'Anna Göldi (Glaris, 1782), la dernière affaire de sorcellerie en Suisse; la crucifixion de Marguerite Peter (Zurich, 1823), sombre drame de folie religieuse; l'assassinat de Leu par Jacob Müller (Lucerne, 1845), épisode de l'histoire du Sonderbund; enfin deux faits divers: l'incendie de l'hospice du Grimsel par l'hôtelier Peter Zybach (1852) et l'escroquerie d'Anna Leuthold (Zurich, 1860).

Ce volume semble destiné au grand public. En effet, M. Braunschweig ne donne ni notes ni références; il cite seulement comme «sources»: pour l'affaire Jetzer, les *Actes originaux du procès*, publiés par R. Steck et, du même, *Der Berner Jetzerprozess in neuer Beleuchtung*; pour l'affaire Falkeisen, Paul Kölner, *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde*, 23^{ème} vol.; pour l'affaire Waser, Hans-Martin Stückelberger, *Dissertation sur Waser*; les ouvrages utilisés pour les cinq autres chapitres ne sont pas mentionnés.

Cette réserve faite du point de vue scientifique, il faut souligner que chacun de ces procès est exposé avec vie et que l'auteur a réalisé son but tel qu'il l'avait défini dans son avant-propos.

Genève.

Henri Grandjean.

JEAN-LOUIS CLERC, *L'Enchanteur Carabosse: Le Zurichois John-James Heidegger (1666—1749) surintendant des plaisirs d'Angleterre*. Lausanne 1942. L'Abbaye du Livre, 248 p. in-12.

Le XVIII^e siècle anglais est une période pittoresque et mal connue de l'historien continental, son exploration réserve des surprises. M. J. L. Clerc en a tiré une figure haute en couleur, celle du «comte suisse», John James Heidegger, fils d'un théologien zurichois, metteur en scène des opéras de Haendel, organisateur de mascarades et de loteries à Londres, célèbre dans les milieux mondains et littéraires anglais pour ses goûts artistiques, sa verve, son amour de la boisson et sa laideur. A une époque où l'Angleterre n'a encore découvert ni les montagnes, ni les vertus ancestrales de la Suisse, ce Zurichois, mettant en évidence sa nationalité, parvient à s'imposer, passant du rang de tambour-major de la garde royale à celui de directeur du théâtre de Haymarket. Addison, Steele, Hogarth, Pope, l'abbé Prévost parlent de lui; il défraie la petite chronique mondaine, sinon la chronique scandaleuse, écrit un pamphlet politique qu'il fait passer pour une traduction, suivant la coutume du temps, à maille à partir avec les chanteurs italiens qui font fureur à Londres et meurt en 1749, à quatre-vingt quatre ans.

Le livre de M. Clerc est écrit avec verve; il côtoie parfois la biographie romancée, mais ce style convient assez bien, lorsqu'on raconte la vie du «surintendant des plaisirs d'Angleterre», dont on ne retrouve la trace que dans de rares documents d'archives, dans des compte-rendus de spectacles et dans des entrefilets de journaux. La silhouette de ce personnage truculent s'impose au lecteur et prend place dans la galerie des originaux d'une époque qui en compte déjà beaucoup. Il subsiste des lacunes dans sa biographie: l'auteur ne les dissimule pas et demande loyalement l'aide de chercheurs éventuels. C'est là une étude menée avec conscience et avec talent.

Le tableau de l'Angleterre du XVIII^e siècle que brosse M. J. L. Clerc, amusant, très vivant, n'est pas toujours exact. L'Angleterre de 1700 ou de 1745 n'est pas «Gomorrhe». Les réformes puritaines imposées par Cromwell se sont implantées dans l'esprit du pays au point d'en faire partie intégrante. L'immense majorité du peuple ne sera pas touché par les outrances de la Restauration, d'autant plus violentes qu'elles ne plaisent qu'à un petit nombre. A partir de 1739, les prédications de Wesley ont une action de plus en plus forte sur le pays. Quant aux survivants de l'exil de 1648 qui, en 1705, «demeurent incultes, cyniques et débauchés» (p. 23) ils devaient être respectables par l'âge, sinon par les mœurs! Le roman de la fin du XVII^e siècle est loin d'être aussi repoussant et immoral que le dit

l'auteur p. 36: Aphra Behn, Mrs. Haywood, Mrs. Manley racontent des aventures romanesques avec une telle froideur que l'effet n'en devait guère être dangereux. Et, vers la même date, à la suite des attaques de Jeremy Collier, le ton du théâtre est déjà en train de baisser vers le niveau de la comédie sentimentale. Le marquis des *Mémoires et Aventures d'un Homme de Qualité* de l'abbé Prévost s'appelle de Rosemont, et non de Rausémont (p. 93). Vers 1730, Shakespeare, remis à la mode par la réédition de Nicholas Rowe, est lu et joué par tous les grands tragédiens (p. 179) dont il consacre ou sape la réputation. P. 162, il y a un contre-sens: «Oh, M^{me}, priez, quel est ce visage ...» Mais non! «Je vous prie, M^{me} ...» («Pray, Madam ...»). Il y a quelques lacunes dans la bibliographie: sans doute faut-il tenir compte de la difficulté que l'on a à présent à trouver des ouvrages anglais, mais enfin les autorités sur la reine Anne et sur Marlborough sont respectivement le professeur Trevelyan et M. Winston Churchill, le Premier Ministre.

La gravure qui fait face à la p. 188 a une fausse attribution. Elle représente, non pas Frederick, prince de Galles et la princesse Anne, mais le prince James, «le Vieux Prétendant», et sa sœur que l'on appelait en France «la princesse d'Angleterre». Un détail suffit à prouver ceci: le château représenté par Largillière dans le fond du tableau est St-Germain-en-Laye, L'oranger placé entre les deux enfants semble même un singulier manque de tact: le petit garçon avait été supplanté sur le trône par son beau-frère dont l'arbuste formait justement les armes parlantes.

Neuchâtel.

Claire-Eliane Engel.

HENRI PERROCHON, *Sur nos chemins*. Editions du Rhône, Genève 1944.
107 p. in-8^o.

Dans son avant-propos, M. Henri Perrochon parle d'*enquêtes*. Les cinq études qui forment le petit volume *Sur nos chemins* sont plutôt des résultats d'enquêtes dont l'auteur ne nous révèle pas si elles ont été longues, ardues, ni si elles ont fait s'envoler des manuscrits beaucoup de poussière. On a donc l'impression que M. Perrochon a trouvé sur son chemin des ombres, nouveaux personnages en quête d'auteur et heureux d'en trouver un dont la sympathie leur fut d'emblée acquise. Ils étaient à peu près sûrs de vivre ... D'aucuns ne se sont pas trompés. Les autres, mais ils ne sont pas nombreux à vrai dire, restent des ombres un peu falotes, que l'on regrette d'ailleurs de voir s'effacer si vite, telles par exemple celles du manoir de Goumoëns-le-Châtel dit St-Barthélemy. L'auteur lui-même les appelle *ombres* savantes et galantes: ce sont celles de l'abbé Pierre-François Favre, l'auteur d'un «ouvrage apparenté aux Provinciales»; de Madame de la Briche, belle-sœur de Madame d'Houdetot et de Madame d'Epinay; de Louvet de Couvret, l'auteur de *Faublas*, dévot en Suisse autant qu'il avait été immoral en France. A peine un souffle de vie, et c'est dommage!

Deux autres études, moins brèves, plus intéressantes sont consacrées, l'une à John Ruegger, l'autre à Max Buchon. C'est dans sa correspondance

que Ruegger se révèle une personnalité sinon de premier plan, du moins attachante, ayant ouvert les yeux au cours de ses voyages, les gardant ouverts, établi à Genève, et sachant raconter de façon agréable ce qu'il a vu et voit. Quant à Max Buchon, le poète franc-comtois, l'auteur nous le montre surtout en relations avec ses amis suisses: Alexandre Daguet, Scio-béret, Charles Secrétan, Félix Bovet, et d'autres, leur donnant ou leur demandant des conseils. Buchon appréciait la Suisse et c'est la mort qui l'empêcha de lui consacrer la vaste encyclopédie qu'il avait projetée.

Une autre étude nous fait assister aux malheurs — dus à la Révolution — de cette famille des Costa de Beauregard qui «dans les annales de la terre savoisiennne» se trouve «partout où il est possible de servir». Après la tourmente, c'est la vie précaire à Genève d'abord, puis à Lausanne, éclairée toutefois par des amitiés telles que celle de Joseph de Maistre. Un descendant d'Henri Costa, le marquis et académicien Costa de Beauregard en a évoqué le souvenir dans *Un homme d'autrefois*.

L'étude qui ouvre le volume, la plus importante, est consacrée au foyer d'une amie de Voltaire, Etienne de Brenles. Cette peinture du foyer étant surtout celle d'un salon, et d'un salon très fréquenté, et par des gens de marque, il était difficile sans doute de ne pas céder à la tentation de vouloir dire le plus possible, de suivre les pistes qui se présentaient à chaque pas. C'est ainsi que devant une foule de détails intéressants, on voudrait en savoir plus et l'on se prend à regretter l'absence de références qui faciliteraient des recherches, et les évocations parfois trop rapides de M. Perrochon.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, l'auteur a présenté des figures du XVIII^e ou du XIX^e siècle plus ou moins connues, qui sans avoir un intérêt européen, ont pourtant été, la plupart d'entre elles, attachantes. Elles le restent pour nous.

Genève.

Lise Baud.

GABRIEL P. CHAMOREL, *La liquidation des droits féodaux dans le canton de Vaud, 1798—1821*. F. Roth & Cie., Lausanne 1944, 174 p. in-8°.

Cette thèse, présentée par un jeune juriste, à la Faculté de Droit de l'Université de Lausanne, est venue enrichir l'an passé la collection de la *Bibliothèque historique vaudoise* due à l'initiative de M. le Professeur Jean Fleury et du regretté Ch. Gilliard.

La préparation d'une thèse achève obligatoirement le cycle d'études que parcourent les futurs avocats vaudois. La valeur de ces travaux est naturellement très inégale. On n'y distingue pas toujours un goût inné pour les recherches désintéressées, et même lorsque ce goût existe, le temps de le satisfaire manque bien souvent aux candidats désireux d'achever rapidement leur travail afin d'accomplir leur stage le plus tôt possible. Aussi, loin de regretter les lacunes de cette sorte de travaux, il vaut mieux accueillir avec plaisir les matériaux nouveaux qu'ils apportent à l'historien proprement dit, pour être classés et remis dans leur cadre général.

De ce point de vue, l'étude de M. Chamorel constitue un gain positif pour l'histoire de l'évolution politique et sociale en Pays de Vaud. L'auteur a dressé du régime foncier antérieur à la révolution un tableau clair et solide, bien étayé sur les ouvrages de J. F. Boive, de G. Olivier et les coutumiers de Lausanne, Grandson, Aigle et Payerne. Il a dépouillé avec soin les documents officiels relatifs à l'abolition des dîmes, censes, lods et droits d'usage, toute la législation helvétique et cantonale de 1798 à 1804, les procès-verbaux des délibérations du Petit-Conseil et du Conseil d'Etat jusqu'en 1821, le registre de ses arrêtés et de ceux du tribunal du contentieux administratif. Il a suivi de près les innombrables tâtonnements du législateur révolutionnaire, qui se débattit pendant cinq ans entre ses théories et les circonstances rebelles; l'analyse qu'il a faite des lois successives qui se complètent, se contredisent et se corrigent pendant ces cinq longues années est, je crois, définitive.

Il convient pourtant de replacer ces matériaux nouveaux dans leur cadre historique. L'opération semble ici particulièrement nécessaire. Or, ce cadre ne semble pas apparaître bien nettement à l'auteur, qui s'en excusera sans doute en arguant de sa qualité de juriste. Pourtant, le sens des réalités, que seules procurent la fréquentation des gens et d'abondantes lectures historiques, n'a jamais nui à l'homme de loi: au contraire, la science du droit tire sa sève de l'existence quotidienne. On éprouve même quelque gêne en affirmant une évidence de cette sorte. M. Chamorel aurait dû, semble-t-il, établir plus nettement l'étroite dépendance entre les variations de la législation foncière de la révolution et les circonstances politiques et économiques du temps: je crois que, même du point de vue étroit du juriste, il était nécessaire de présenter l'évolution de l'œuvre législative sous cet aspect. M. Chamorel, d'autre part, ne semble pas avoir consulté les rares travaux consacrés à l'histoire rurale indigène; il y aurait vu que le droit de parcours et divers droits d'usage, rangés à tort par lui dans les droits féodaux, avaient été depuis plus d'un siècle l'objet de diverses enquêtes officielles et de décrets bernois qui en recommandaient et définissaient le rachat. Dans certaines régions du canton, l'«enclôture» semble avoir fait de larges progrès bien avant 1798, et dans ce domaine au moins, le gouvernement bernois s'est montré plus éclairé que ses sujets trop routiniers. A bien des égards d'ailleurs, la révolution de 1798 n'a fait que mettre en œuvre les réformes étudiées ou amorcées par l'ancien régime, et nous aurions été heureux de voir M. Chamorel nous montrer mieux cet aspect-là des choses.

Dans sa conclusion, l'auteur a raison de souligner encore que l'affranchissement des personnes était terminé bien avant la chute de l'ancien régime; il a raison aussi de soumettre à une franche critique la doctrine officielle selon laquelle la révolution n'aurait apporté aux paysans vaudois que des bienfaits. Il reste en effet à prouver que le système des impositions modernes pèse moins sur leurs épaules que les redevances féodales de carac-

tère privé qu'ils payaient autrefois aux seigneurs ou à l'Etat: mais seules, des statistiques pouvaient fournir un complément nécessaire aux témoignages évoqués un peu brusquement par M. Chamorel à l'appui de ses considérations finales. Bref, conclusion un peu insolite, que le caractère même de l'étude, trop uniquement technique, n'étaye pas suffisamment.

Quelques remarques de détail, pour finir. P. 7. L'auteur rapporte sans commentaire la remarque de Boive selon laquelle la loi autorisant les rachats de fiefs n'a pas eu d'exécution: nous avons pourtant trouvé des cas de rachat dans le cadre de la baronnie de Prangins au cours de la première moitié du XVIII^e siècle. Sans doute ne sont-ils pas uniques.

P. 34. La pratique de mettre les dîmes à ferme était courante et très ancienne; il est probable que les baillis l'utilisèrent dès la conquête: ce serait à vérifier. Quant aux particuliers, comment se tiraient-ils d'affaire? L'auteur ne le dit pas.

P. 133. La définition de la «sole» ou «fin de pie» est incomplète: il s'agit certainement de l'ensemble des champs contigus qui étaient soumis au même rythme de culture, selon le système de l'assolement triennal.

P. 141. L'auteur ne nous explique pas la cause du retard avec lequel s'effectua la liquidation des lods. Cf. A. Verdeil et E. Gaullieur, *Histoire du Canton de Vaud*, t. IV, p. 45.

P. 154. La vente des biens communaux (essentiellement des pâturages) fut souvent une nécessité pour les communes mises à contribution par la liquidation. Mais plus souvent encore, elle fut une simple conséquence de la disparition de la vaine pâture et de l'ancien régime communautaire; l'étude de ce chapitre de l'histoire rurale n'est chez nous qu'à peine amorcée.

L a u s a n n e.

G. R a p p.

La voix de Pestalozzi. Textes tirés de ses œuvres choisis et groupés par OTTO MÜLLER et traduits par ANDRÉ TANNER, Delachaux et Niestlé, Neuchâtel et Paris, 1944, 164 p. in-16.

M. André Tanner a eu l'heureuse idée de mettre en français un petit livre qui groupe, avec beaucoup d'art, des extraits des nombreux écrits qui pendant près d'un demi-siècle, des *Veillées* de 1780 jusqu'aux *Destins* de 1826, jalonnent la vie tourmentée de Pestalozzi. Il a conscience de l'extrême difficulté de son entreprise de traducteur; il s'en explique dans une courte et intelligente préface. Pourtant quand il nous dit que son petit recueil réunit «les textes capitaux» de Pestalozzi, que son auteur n'a laissé de côté «aucune idée décisive», il nous paraît avoir mal compris l'intention de M. Muller, dont l'avant-propos eût mérité d'être traduit, lui aussi. M. Muller a voulu faire entendre la voix de Pestalozzi dans la détresse de notre temps. Ce sont plus que des pensées; ce sont des leçons, d'une poignante actualité, pour ses compatriotes témoins, comme naguère, du triomphe éphémère d'une «puissance mauvaise qui excuse toutes les in-

justices qu'elle commet contre le genre humain par le droit de la force ou le droit du plus fort».

M. Tanner a bien mérité de la Suisse romande qui ne connaît de Pestalozzi que son effigie. Souhaitons que le centenaire de 1946 nous vaille d'autres traductions encore, aussi réussies. En frontispice, un saisissant crayon de Hippius (1818).

Grandchamp (Areuse).

Pierre Bovet.

RENÉ BURNAND, *Histoire de la dame en rose — Madame de Pont-Wullyamoz vaudoise émigrée*. 265 p. in-8°, F. Rouge & Co., S. A., Lausanne 1944.

M. René Burnand consacre un ouvrage plein de bienveillance, on pourrait presque dire d'affection, à la délicate figure de Madame de Pont-Wullyamoz. C'est la vie un peu triste, un peu gaie, un peu désabusée d'une jeune mère qui s'en fut à Vienne pour y faire la fortune de son fils bien-aimé. Née en 1751 à Lucens, Lisette Burnand avait des goûts sédentaires et un amour très grand de la contrée qui l'avait vue naître. Son mariage avec le capitaine Wullyamoz, un officier suisse au service de France, la contraignit au premier exil, aux premiers voyages. Devenue veuve de bonne heure, elle avait regagné la Suisse, lorsqu'en 1798 l'invasion française la fit s'expatrier de nouveau. En Autriche, elle se prit à rêver pour son fils Alphonse d'une carrière brillante à la Cour impériale. Ce fut dès lors une lutte opiniâtre, car il fallait avant tout exhiber ses quartiers et tirer du sommeil les anciens titres de noblesse des barons de Pont-Wullyamoz. La jeune Vaudoise entreprit consciencieusement de longues recherches généalogiques. Pendant près de dix ans, elle compulsait des archives poussiéreuses, fut en correspondance avec des érudits, entrant en lice fréquemment pour justifier ses revendications malgré les moqueries et même la malveillance que ses ambitions suscitaient parfois autour d'elle. Tant de persévérance porta ses fruits. La voilà baronne de Pont-Wullyamoz, toutes preuves à l'appui. Son fils Alphonse peut enfin entrer à l'Ecole des pages, premier échelon dans le cursus honorum de la Cour impériale. Mais les difficultés ne font que s'accroître avec les progrès d'Alphonse. Au milieu d'une cour dissipée où règne un luxe effréné, il ne s'agit pas de faire maigre figure. Or, les ressources de la jeune femme sont insuffisantes. L'exilée doit faire appel à la libéralité de ses amis vaudois, attendrir des oncles peu généreux et surtout cacher aux courtisans viennois sa véritable situation; l'avenir de son fils en dépend. Celui-ci ne s'est pas montré indigne des efforts sans cesse prodigués pour lui. Il devint plus tard secrétaire attaché à la personne de Metternich.

Dans ses heures de loisir, M^{me} de Pont-Wullyamoz s'adonnait aux belles-lettres. Si la plupart de ses œuvres sont aujourd'hui oubliées, c'est grâce à elle toutefois que la légende d'Oton de Grandson subsiste encore dans le Pays de Vaud.

Genève.

Marcel Naville.

ERIC METTLER, *Oberst Johannes Wieland, 1791—1832, ein Baumeister am eidgenössischen Wehrwesen*. Unveränderte Buchhandelsausgabe der gleichzeitig erscheinenden Basler Dissertation in «Gestalten und Gewalten der Schweizergeschichte». Verlag A. Francke A.G. Bern. 1944. Brosch. 274 S.

Die nach Form und Inhalt das übliche Maß einer Dissertation überschreitende Arbeit Mettlers zieht mit Recht den um das schweizerische Militärwesen hochverdienten, in eine ungünstige Zeit hineingeborenen und teils durch eigene Schuld, teils durch schäbige Demagogie seiner Gegner früh verzehrten Mann wieder zu Ehren.

Mit großem Geschick hat es der Verfasser verstanden, zum Teil bereits Bekanntes mit der vorhandenen, recht weitschichtigen Literatur zu verknüpfen und mit reichem, aus handschriftlichem Neumaterial Stammendem so zu verarbeiten, daß manches bisher Ungeklärte im Wesen und Handeln Wielands, fern von beschönigender Reinwascherei, ins richtige Licht gerückt wird. Dabei wird das unumgänglich Biographische, der chronologisch-orientierende Teil (Kap. I, V und VIII) umsichtig in den thematisch-beschreibenden Teil (Kap. II, III, IV, VI und VII) verwoben, so daß man über alle bedachten und unbedachten Schritte Wielands am zweckmäßigen Orte orientiert wird, wodurch auch meist unnötige Wiederholungen vermieden werden. So erleben wir in gutem Ausschnitt Wielands vom 16. Lebensjahre an einsetzenden Kriegserfahrungen, gesammelt in napoleonischen Diensten in Spanien, in der Kriegsgefangenschaft in Portugal und England und endlich auf den französischen Schlachtfeldern des in der Defensive kämpfenden Korsen bis zur schweren Verwundung Wielands bei La Fère-Champenoise, dem Wendepunkt seines Lebens, d. h. der Rückkehr nach Basel samt dem schmerzlichen Verzicht auf eine fernere glänzende Militärkarriere im Ausland. Es folgt die, Wielands impulsivem Tätigkeitsdrange wenig zusagende Tätigkeit als kantonalsbaslerischer Polizeidirektor und, was Mettler nun Hauptsache ist, die eingehende Darstellung von Wielands unermüdlicher publizistischer und praktischer Arbeit als eidgenössischer Oberst im Dienste der Heimat.

Besonders reizvoll ist Mettlers vergleichend-wertender Teil (Kap. IX), wo in ansprechender Weise neben Wieland die ganz verschiedenen Schicksale aufsteigender Zeitgenossen wie Jomini, Clausewitz, Dufour, Hirzel u. a. m. knapp verglichen und gewertet werden. Unvergängliches Verdienst Wielands bleibt, als einziger Schweizer seiner Zeit das für eine eidgenössische Milizarmee Mögliche und Gemäße erkannt, in formulierte Lehre gefaßt und diese mit dem Einsatz seiner ganzen Persönlichkeit vertreten zu haben. Man staunt auf Schritt und Tritt über die von ihm vorgezeichnete eidgenössische Heeresorganisation, die eidgenössische Kriegstaktik und besonders die *Réduitidee*, Dinge, die uns heute wohlvertraut sind, damals aber (und noch Jahrzehnte nachher) gegen

einen Wust zu weit getriebener föderalistischer Kantonsouveränität und oft persönlicher Verunglimpfung erkämpft werden mußten. Dieser Kampf hat den oft allzu leidenschaftlich aufbrausenden und nicht selten über seine eigenen Fehlhandlungen stolpernden Wieland vorzeitig aufgerieben. Der im besten Mannesalter verstorbene geistige Vater der bitter notwendigen eidgenössischen Heeresreform erlebte nicht einmal die Anfänge ihrer Verwirklichung: z. B. die 1833 erfolgte Gründung einer schweizerischen Offiziersgesellschaft mit eigenem Publikationsorgan, geschweige denn eine eidgenössische Heeresorganisation samt einem, der Landestopographie angepaßten Verteidigungssystem. Denn Wielands Schaffen und Wollen verlief in einem wahrhaft tragischen Zusammenwirken widriger Umstände, und man stimmt gerne Jominis, auf S. 225 stehender Ansicht bei: «Un pareil officier ne doit pas être employé à commander un bataillon de milices; sa place est à l'Etat-major parmi les Adjutants-Généraux.»

Ein gründliches Quellenverzeichnis und die leider in einen Anhang verwiesenen Anmerkungen zum Text ergänzen Mettlers mit einem knappen Ausblick bis zur Gegenwart hübsch abgerundete, musterhafte Leistung, welche keineswegs nur den militärischen Fachmann zu fesseln vermag. In einer Neuauflage wären die zwei einzigen mir aufgefallenen Druckfehler, S. 115, 2. Zeile von oben «der» statt «den» und S. 177, Zeile 11 von unten «judendlichem» statt «jugendlichem» auszumerzen.

Zum Abschluß möchten wir es begrüßen, wenn uns der Verfasser, dank seiner großen Vertrautheit mit der Materie, gelegentlich eine Spezialstudie schenken könnte zu dem auf Seite 226 bloß angedeuteten Gedanken über die Einflüsse von Wielands Ideen auf Dufour.

B a s e l.

A l b e r t M a t z i n g e r.

HANS RIEBEN, *Prinzipiengrundlage und Diplomatie in Metternichs Europapolitik 1815—1848*. Berner Untersuchungen zur Allgemeinen Geschichte, herausgegeben von Werner Näf. Heft 12, Aarau 1942.

Die Arbeiten aus der Berner Schule von Werner Näf kreisen immer wieder um eines der Kernprobleme der europäischen Politik: das «Konzert der Mächte» und berühren damit ein Hauptanliegen nicht nur der europäischen Politik, sondern der ganzen europäischen Kultur. Dabei ist es das unverkennbare Bestreben Näfs, immer wieder die Geschichte der reinen Diplomatie und der Staatsaktionen geistig zu durchdringen, um zur Erkenntnis der grundlegenden Tendenzen, ja zur eigentlichen politischen Problematik einer bestimmten Zeit vorzustoßen.

Nachdem der Herausgeber selbst im Eröffnungsheft der Berner Untersuchungen (1928) das Thema der Heiligen Allianz aufgenommen hatte, äußerte sich sein Schüler H. W. Schmalz im 10. Heft zur Frage des «Versuchs einer gesamteuropäischen Organisation 1815—1820», dem sich nun im 12. Heft die vorliegende Studie von H. Rieben über die Prinzipien der Metternichschen Europapolitik anschließt.

Einem einleitenden Kapitel über «Ziele und Mittel der Politik Metternichs» folgen fünf weitere Kapitel, in denen der Verfasser unter Berücksichtigung der Hauptfragen der diplomatischen Geschichte von 1815 bis 1848 die im ersten Kapitel dargelegte Haltung Metternichs in ihrer Prinzipientreue wie auch in ihrer Abwandlung darlegt. Er geht dabei von der Eidgenossenschaft zur Zeit des Bundesvertrages aus und kommt am Schluß auf die Schweiz der Sonderbundszeit zurück, sodaß am Beispiel der Eidgenossenschaft der äußere und innere Wandel einer Epoche, die dem österreichischen Kanzler fremd geworden war, symbolhaft dokumentiert wird.

Rieben hat seiner Arbeit selbst in einem Forschungsbericht («Die Metternichforschung seit 1825», Schweizer Beiträge zur Allgemeinen Geschichte, Bd. 1, 1943) ihren Standort in der Reihe jener Publikationen zugewiesen, die seit dem Erscheinen von Srbiks zweibändigem Metternichwerk — dessen Spuren folgend — sucht, das auf «einer ideenmässigen Grundlage» gezeichnete Gesamtbild von Metternichs Europa-Konzeption durch Konfrontation mit den geschichtlich gegebenen Einzelproblemen seiner Zeit noch etwas deutlicher zu fixieren. Metternichs Haltung erläutert Rieben fast ausschließlich auf Grund von Belegen, die den «Nachgelassenen Papieren» entnommen sind. Aus seiner Untersuchung geht deutlich hervor, daß Metternichs Werk schon die ersten Nachkriegsstürme der 1820er Jahre nicht zu überdauern vermochte. Bereits in der griechischen Frage war der Fürst genötigt, von seinen eigenen Prinzipien abzugehen. «Für den Realpolitiker Metternich konnte es kein Zaudern geben, wenn ihn die Notwendigkeit und die Macht der Tatsachen dazu zwang und nur auf diese Weise das Ganze erhalten und gerettet werden konnte, ein einzelnes Prinzip aufzugeben.»

Die Verwirklichung der ersten Programmpunkte seines politischen Lebenswerkes, die Schaffung eines «Systems der politischen Gegengewichte» war Metternich 1815 gelungen. Die Erfüllung des zweiten, die Schaffung eines «sozialen Gleichgewichtes» scheiterte, weil, wie Srbik sich ausdrückt, «sein Prinzip des schrittweisen Vorwärtsgehens auf gesetzlicher Bahn mit dem Prinzip der Erhaltung des gesetzlich Bestehenden» nicht in Einklang zu bringen war. Das eigentliche Paradox von Metternichs Politik, wie aus Riebens Ausführungen hervorgeht, war seine Haltung in der Interventionsfrage. Die selbstverständliche Bejahung des Prinzips der Intervention mußte in dem Augenblick zum Schaden Österreichs ausschlagen, da dessen Machtstellung erschüttert war.

Zürich.

Max Silberschmidt.

LANG HANS, *Politische Geschichtsbilder zu Anfang des 19. Jahrhunderts*. Berner Untersuchungen zur Allgemeinen Geschichte, Heft 14. Aarau 1944.

Unsere Gegenwart hat den Zusammenhang zwischen Geschichte und Politik gefördert; vor allem deshalb, weil der Politiker der Gegenwart nicht selten auf die Vergangenheit zurückgreift, um in ihr seine Rechtfertigung zu finden. Die Frage, wie weit sich dabei der Staatsmann wirklich von

historischen Erkenntnissen leiten lasse, wird immer gestellt werden. Es ist deshalb bemerkenswert, daß in dieser Studie der Versuch unternommen wird, an drei Politikern des beginnenden 19. Jahrhunderts dieses Problem zu prüfen, nämlich an Fürst Metternich, Friedrich Gentz und Adam Müller. Der gelegentlich etwas spröde Stoff wird nach den verschiedensten Seiten geprüft und bietet vor allem deshalb viel Interessantes, weil diese Persönlichkeiten der Reaktion ihre Politik der vorausgegangenen Revolution gegenüber zu rechtfertigen hatten. Dabei ist es selbstverständlich, daß in der Ablehnung dieser Epoche über Jahrhunderte zurückgegriffen werden mußte, woraus heraus sich namentlich bei Gentz und Müller ein weitgespanntes Geschichtsbild ergibt. Dabei sind vor allem zwei Feststellungen zu machen: daß sich die Bewertung der Vergangenheit, trotz gleicher Einstellung zur Gegenwart, bei den drei Staatsmännern keineswegs deckt, und daß sich die starke Betonung der Notwendigkeit des politischen Gleichgewichtes, aber auch die Vernachlässigung der großen Persönlichkeit weniger aus dem Geschichtsbild als aus den praktischen Erfahrungen der letzten Jahrzehnte ergeben.

Das historische Wissen dieser Politiker ist bedeutend; trotzdem muß es der politischen Betrachtungsweise unterworfen bleiben; denn der Politiker sieht das historische Ereignis nicht an sich, sondern im Zusammenhang mit seiner Politik.

Die vorliegende Darstellung bietet in Problemstellung und Verarbeitung des Stoffes viel Interessantes, ist aber dort wenig dankbar, wo wenig Material vorliegt, wie das bei Metternich der Fall ist.

Winterthur.

Werner Ganz.

BAUER MARIANNE, *Die italienische Einigung im Spiegel der schweizerischen Öffentlichkeit 1859—1861*. Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, Band 15, Basel 1944.

Die Einigung Italiens und Deutschlands stellen in der Entwicklung des 19. Jahrhunderts Ereignisse dar, die auch von der Schweiz her mit größtem Interesse verfolgt werden mußten und deshalb in der Öffentlichkeit des Landes stärksten Widerhall auslösten. Es ist deshalb interessant, die Presse und die politischen Broschüren jener Jahre zu durchforschen und zu versuchen, das mannigfaltige Echo festzuhalten, das diese Ereignisse hervorriefen. Der besondere Vorzug der vorliegenden Studie liegt darin, daß zwei Momente in den Vordergrund gerückt werden, nämlich: Wie weit wird die Stellungnahme durch parteipolitische Überlegungen bestimmt und wie weit geht es um eine prinzipielle Diskussion über die Stellung der Schweiz zu den umliegenden Großmächten? Die Erkenntnis, daß die schweizerische Öffentlichkeit nie um die Diskussion der großen europäischen Fragen herumkommt, wird somit am Einzelfall deutlich gezeigt.

Der Stoff gruppiert sich entsprechend dem Ablauf der Ereignisse in drei Hauptteile: Der Krieg von 1859, die Savoyerfrage und die Einordnung

von Mittel- und Süditalien. Gerade der Krieg von 1859 wird zum Spiegel der Hoffnungen und Wünsche der verschiedenen politischen Richtungen innerhalb unseres Landes, zeigt aber auch, welche Besorgnisse er in bezug auf die Stellung unseres Landes in den allgemeinen Zusammenhängen hervorrufen mußte. Ebenso ergibt sich die Stellungnahme in der Savoyerfrage zwangsläufig; man konnte wohl an die eigenen Behörden und an die Regierungen der Großmächte Ratschläge erteilen und seiner Enttäuschung über Napoleon III. freien Lauf lassen, schließlich mußte man das praktische Resultat mit der nötigen Resignation entgegennehmen; denn der Einfluß der Schweiz auf die Entscheidungen der Großmächte muß immer beschränkt bleiben. Die Diskussion über den Neutralitätsbegriff erwies sich aber als umso wertvoller, als sich auch jetzt wieder zeigte, daß dieser im strengsten Sinne gehandhabt werden mußte, d.h. militärische Offensivhandlungen mußten im Interesse des Landes unterbleiben. Doch wurde der Gedanke einer gesteigerten militärischen Bereitschaft mit Nachdruck vertreten.

Die Einbeziehung Mittelitaliens in das Königreich führte in der Schweizerpresse namentlich zur Diskussion über den Kirchenstaat, während die Einbeziehung Süditaliens Garibaldi in den Mittelpunkt rückte, dem unser Land, im Gegenteil zu Cavour, fast unbegrenzte Verehrung entgegenbrachte.

Die Vielgestaltigkeit der Meinungen, wie sie sich aus unseren Verhältnissen heraus der Einigung Italiens gegenüber ergeben mußte, zeigt sich auch in den Einzelbetrachtungen, die am Schlusse der Arbeit einigen besonders bedeutenden Schweizern gewidmet sind, nämlich Philipp Anton von Segesser, William de la Rive und Gottfried Keller. Am interessantesten ist dabei die vollständig entgegengesetzte Bewertung Napoleons III. bei Segesser und Keller.

Winterthur.

Werner Ganz.

ANTONY BABEL, *La première Internationale, ses débuts et son activité à Genève de 1864 à 1870*. Extrait des «Mélanges d'Etudes Economiques et Sociales offerts à William E. Rappard». 140 p. Georg & Cie. Genève, 1944.

C'est dans une étude fortement documentée que M. Babel rappelle l'histoire de la première Internationale, cette tentative si étroitement liée, en la seconde moitié du dernier siècle, à la propagation pratique des doctrines socialistes dans la classe ouvrière. L'auteur voit à l'origine de l'Internationale l'effort conjugué du trade-unionisme anglais, l'influence du mutualisme proudhonien, du socialisme de Marx et d'Engels, ainsi que l'action spontanée et dispersée des milieux ouvriers. Par un examen approfondi des publications, brochures, journaux, etc. de l'époque, que complète une fouille méthodique des archives, l'éminent professeur d'histoire économique et sociale, actuellement recteur de l'Université de Genève, remonte aux origines du mouvement dont est sorti l'Internationale, en scrute les mobiles, relate les luttes, tantôt sournoises, tantôt ouvertes que se sont livrées, au sein de

l'Internationale, le proudhonisme et le marxisme, analyse les luttes personnelles, aussi, entre l'auteur de la *Misère de la philosophie* et celui de la *Philosophie de la Misère*. De cet antagonisme résultera l'éviction progressive de l'Internationale, au profit du marxisme, du mutualisme proudhonien.

L'auteur, qui étaye son ouvrage d'une abondante bibliographie, nous montre les péripéties de la première Internationale, son premier congrès à Genève, l'action des différents personnages en son sein, les travaux du deuxième congrès tenu en 1867 à Lausanne et ses rapports avec le Congrès de la Paix qui tint ses assises à la même époque à Genève. C'est surtout l'histoire « genevoise » de la première Internationale qui a préoccupé l'auteur de la « Fabrique genevoise ». Aussi bien montre-t-il minutieusement les répercussions que l'Internationale a eues à Genève, les grèves qui y ont éclaté à cette occasion, etc. C'est-là une belle étude de l'une des épisodes importantes du mouvement ouvrier au XIX^e siècle.

Genève.

Laszlo Ledermann.

FELIX BÜCHLER, *Das Verhältnis Frankreichs zu Rußland, 1871—1878*. Berner Untersuchungen zur Allgemeinen Geschichte, Heft 13. H. R. Sauerländer, Aarau 1944.

Die vorliegende Arbeit kann, wie der Verfasser sagt, als Beitrag zur Vorgeschichte des französisch-russischen Bündnisses von 1892/94 gewertet werden. Da aber, wie zuletzt noch Baron Nolde (*L'Alliance Franco-Russe*, Paris 1936) — zum Teil in Bestätigung deutscher Forschungsergebnisse — nachgewiesen hat, « für ein wirklich ernsthaftes Zusammengehen der beiden Länder keine Möglichkeit vorhanden war, solange Kaiser Wilhelm I. lebte und Bismarck die Leitung der deutschen Politik innehatte », so hat die Arbeit weniger als Vorstudie ihren Wert denn als selbständige Untersuchung zur französischen Außenpolitik während der Siebzigerjahre. Da russische Quellen nicht herangezogen wurden, können abschließende Erkenntnisse nicht gewonnen werden. Hingegen wirft die Studie auf die zwei kritischen Ereignisse jener Jahre: den Kriegslärm von 1875 (die « Alerte ») und die europäische Spannung wegen der Orientalischen Frage (1875—78) interessante Streiflichter. Nach einem Ansatz der Annäherung zur Zeit der « Alerte » warf Rußlands Haltung in der Orientalischen Frage Frankreich auf die Seite Englands. Dem Exponenten der Annäherungspolitik, dem französischen Botschafter Le Flô in St. Petersburg hält der Verfasser abschließend entgegen: « Die inneren Gegensätze — die Unterschiede in der Staatsform und das instabile parlamentarische System mit den wechselnden Kabinetten — wirkten auf den Zaren tiefer, als Le Flô glaubte... »

.Zürich.

Max Silberschmidt.